

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2.648. — 10 centimes. — Etranger: 20 centimes.

« Le plus court croquis, m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Jeudi  
14  
FÉVRIER  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone: Gutenberg 0273 - 0275 15,00  
Adresse télégraphique: EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS:  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ: 11, B<sup>is</sup> des Italiens. — Tél.: Cent. 80-88  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

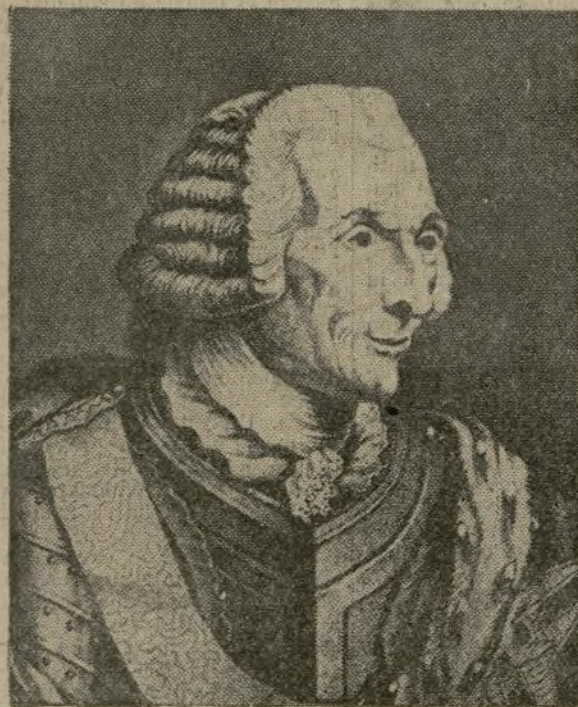
## LE MARÉCHAL JOFFRE SERA ACADÉMICIEN CE SOIR



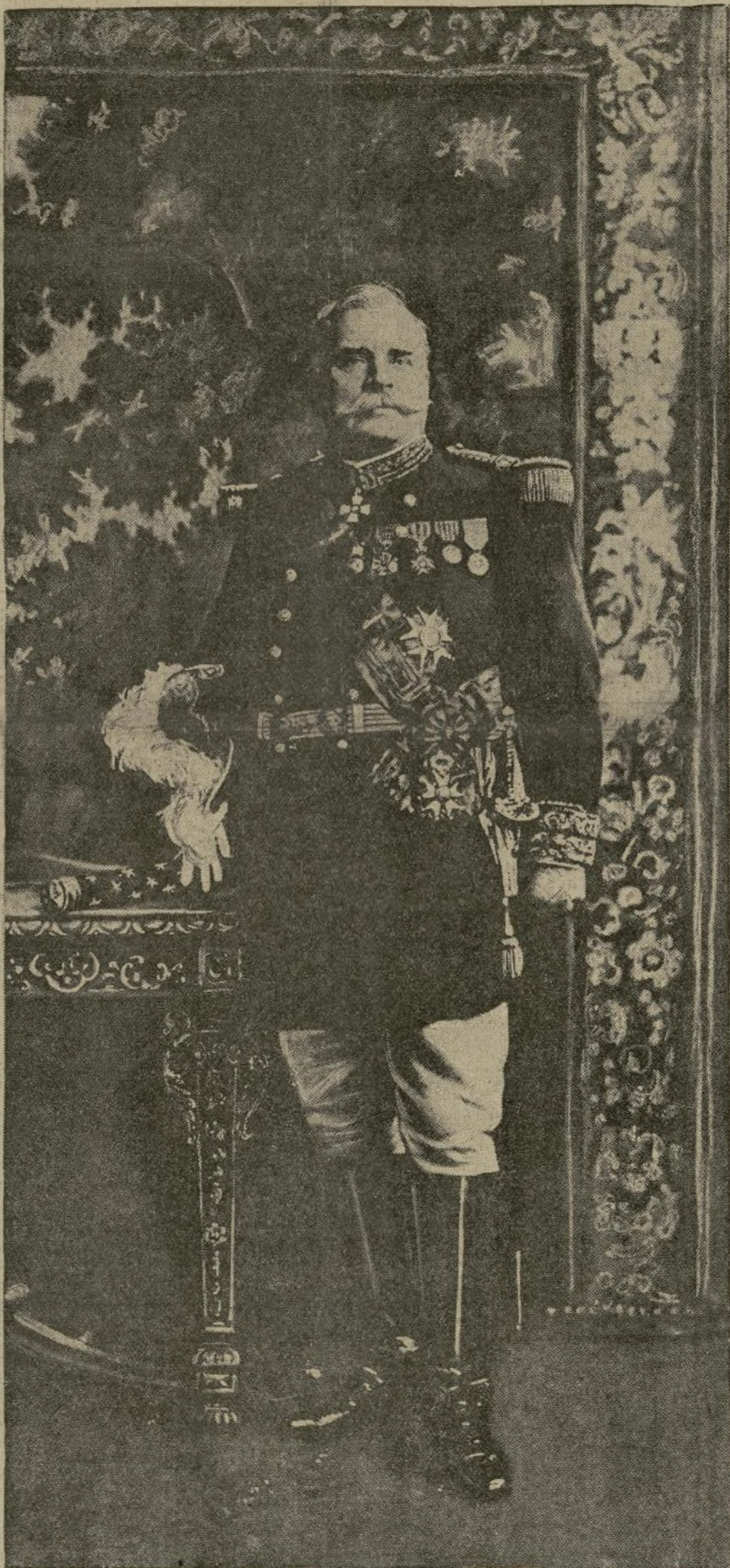
*Le Maréchal de Villars*  
Elu en 1714



*Le Maréchal d'Estrees*  
Elu en 1715



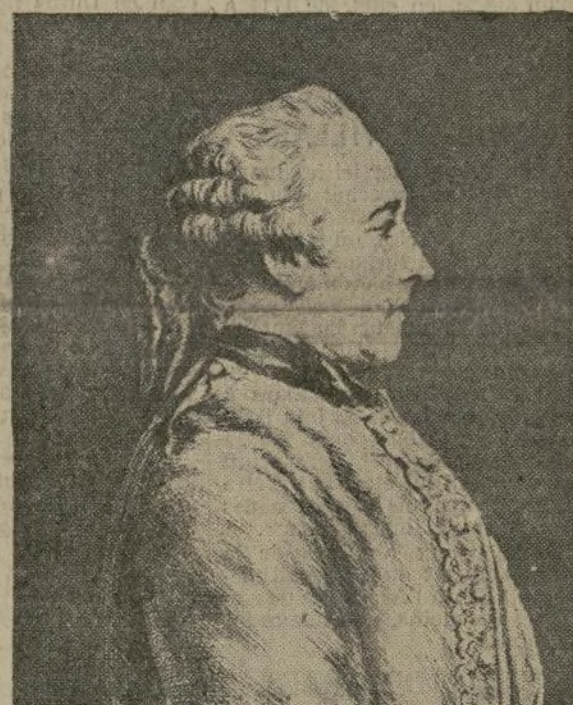
*Le Maréchal de Richelieu*  
Elu en 1720



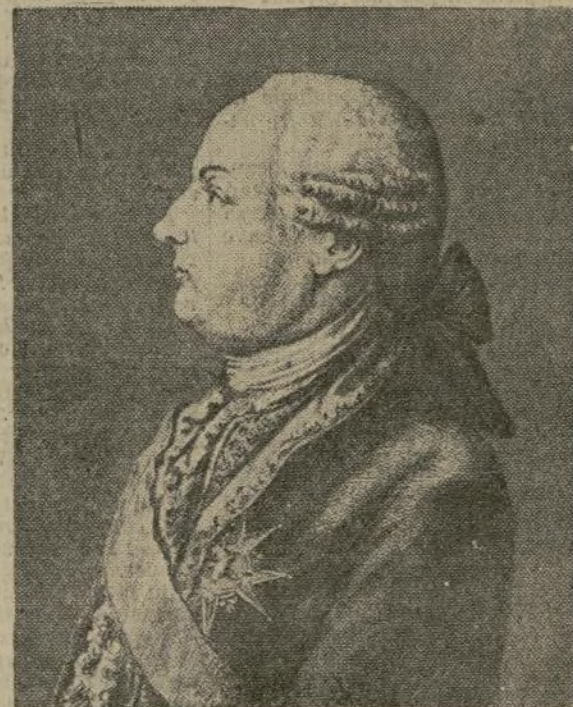
*Le Maréchal Joffre*  
qui sera élu aujourd'hui



*Le Maréchal de Belle-Isle*  
Elu en 1749



*Le Maréchal de Beauvau*  
Elu en 1771



*Le Maréchal de Duras*  
Elu en 1775

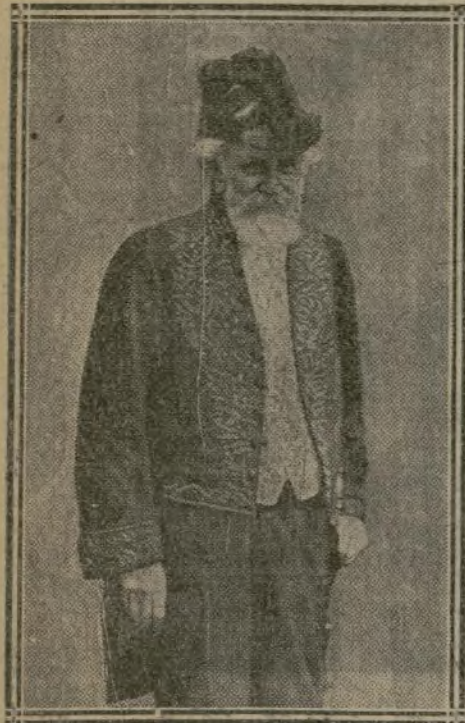
LE NOUVEAU MARÉCHAL-ACADÉMICIEN ET LES SIX MARÉCHAUX DE FRANCE QUI LE PRÉCÉDÈRENT SOUS LA COUPOLE  
C'est aujourd'hui, à deux heures, que l'Académie française, réunie dans la salle des élections, appellera le maréchal Joffre à siéger parmi les Quarante. Le fauteuil dévolu au vainqueur de la Marne est le 35<sup>e</sup> de la Compagnie. Le premier qui l'occupa, de 1634 à 1679, fut un M. de Montmor qui n'a point laissé de traces profondes dans la mémoire des hommes. Le plus illustre de ceux qui y prirent place fut Cuvier. L'abbé de Caumartin et le président Dupin y siégèrent. Le maréchal Joffre succède à M. Jules Claretie.



## SIX MARÉCHAUX DE FRANCE PRÉCÉDÈRENT LE MARÉCHAL JOFFRE A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Ce furent les maréchaux de Villars, d'Estrées, de Richelieu, de Belle-Isle, de Beauveau et de Duras.

C'est aujourd'hui qu'aura lieu l'élection du maréchal Joffre à l'Académie française, dont M. Ribot est actuellement le directeur. De tout temps, il a été de tradition, dans l'illustre Compagnie, que les vertus militaires fussent honorées à l'égal des plus grands talents littéraires. Sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV, alors que guerroyer était l'unique gloire, écrivains, philosophes et penseurs, désireux de faire



M. ALEXANDRE RIBOT  
directeur de l'Académie

l'union de la force et de l'idée, invitaient les gens d'épée à venir converser avec eux. En moins d'un siècle, en effet, de 1714 à 1775, six maréchaux de France furent appelés à siéger à l'Académie. Ce sont les maréchaux de Villars, d'Estrées, de Richelieu, de Belle-Isle, de Beauveau et de Duras.

### LE MARÉCHAL DE VILLARS

Il serait superflu de rappeler ici les hauts faits accomplis par le maréchal Claude-Louis-Hector de Villars. Qu'il suffise de citer la victoire de Denain (1712), où fut sauvé l'honneur des armes de la France. Des manifestations enthousiastes se déroulèrent en son honneur. L'Académie voulut s'y associer : elle offrit au vainqueur le fauteuil vacant par la mort de Mgr Chamillard, évêque de Sens.

La réception du maréchal de Villars à l'Académie française eut lieu le 23 juin 1714, c'est-à-dire après le rétablissement de la paix. Son discours fut très bref. Il rapportait sur le roi l'honneur qui lui était fait d'être admis « dans une compagnie composée des plus rares et des plus sublimes génies ». Empêché d'assister aux réunions de la Compagnie aussi souvent qu'il l'aurait désiré, le maréchal fit don à l'Académie de son portrait, afin que, du moins, son image fût présente aux séances.

### LE MARÉCHAL D'ESTRÉES

Le 28 mars 1715, le maréchal d'Estrées fut appelé à la succession de son oncle, le cardinal César d'Estrées, à l'Académie.

Son élection, venant peu après celle du maréchal de Villars, inspira le quatrain suivant :

*D'Estrées est de l'Académie !  
Et quoi ! prend-on pour des chevaux  
Quarante roussins d'Arcadie  
De leur donner des maréchaux !*

Le maréchal d'Estrées a laissé quelques écrits sur la Navigation et le sondage de la mer et sur différents sujets d'histoire naturelle et de chimie.

Avant beaucoup navigué, il avait beaucoup retenu. Il parlait cinq langues et avait pour les livres une véritable passion. A sa mort on découvrit, pêle-mêle, dans une cave lui appartenant, plus de 50.000 volumes.

### LE MARÉCHAL DE RICHELIEU

Trop savant et trop prodigue, il déclina des honneurs à la cour et, à trois reprises, fut enfermé à la Bastille.

Mis enfin en liberté le 30 août 1719, il était appelé l'année suivante à remplacer à l'Académie le marquis de Dangeau. Il n'était alors âgé que de vingt-quatre ans. C'était, paraît-il, un homme rendu sur son nom au fondateur de l'illustre Compagnie. On peut dire toutefois que l'influence féminine fut prépondérante dans cette élection dans les personnes de Mmes de Villars et de Villeroy.

Pour composer son discours de réception le nouvel académicien, qui émaillait ses écrits des plus grossières fautes d'orthographe, eut recours à la collaboration de Destouches, Fontenelle et Campistron. A chacun d'eux il demanda un texte, fit une sélection des passages qui lui parurent les meilleurs, et arriva ainsi à combiner un ensemble qu'il écrivit de sa propre main.

Vingt-huit ans après, le 11 octobre 1748, il devenait maréchal de France, après les victoires de Dettingen et de Fontenoy.

Le maréchal de Richelieu fut pendant soixante-huit ans membre de l'Académie.

### LE MARÉCHAL DE BELLE-ISLE

Après avoir conquis tous ses grades sur les champs de bataille, le maréchal de Belle-Isle fut désigné à l'unanimité pour occuper à l'Académie le fauteuil d'Anatole, marquis de Combronde. Six candidatures s'effacèrent devant la sienne. Il fut élu le 30 juin 1749.

Au moment de son élection il n'avait d'autre bagage littéraire que des *Mémoires* dans lesquels il avait noté ses impressions sur les différents pays où il avait guerroyé. Le maréchal de Belle-Isle fut reçu à l'Académie par l'abbé du Fresnoy. Le discours du nouvel élu fut, suivant l'expression même de Fréron, « un modèle d'éloquence noble, simple, judicieuse, et telle qu'un négociateur

et un guerrier couronné des mains de la politique et de la victoire doit en employer dans de pareilles occasions ».

### LE MARÉCHAL DE BEAUVEAU

Universellement estimé tant pour ses succès militaires et sa bravoure que pour la droiture et la fermeté de son caractère, Charles-Juste de Beauveau mérita d'être surnommé le « Bayard de son temps ».

A la mort du président Henault, il fut désigné par l'opinion populaire aux suffrages de l'Académie.

Elu le 7 février 1771, il fut reçu seulement sept ans après, le 11 mars 1778. « Jamais, lit-on dans les *Mémoires secrets* de Bachaumont », on n'avait vu à pareille assemblée un concours si prodigieux de femmes. On en comptait plus de quatre-vingts, dont une grande partie dames de la cour, beaucoup de seigneurs et une multitude immense d'auditeurs de toute espèce.

C'est en 1783, c'est-à-dire douze ans après son élection à l'Académie, qu'il obtint la dignité de maréchal de France.

En dehors de quelques lettres et de son discours de réception, qui « a paru un discours de grand seigneur », on n'a conservé de lui qu'une brochure politique : *Actes au Tiers Etat*.

### LE MARÉCHAL DE DURAS

Emmanuel-Félicité de Durfort, d'abord duc de Durfort, fut créé duc de Duras à la mort de son père. Né en 1715, il entra aux mousquetaires dès l'âge de seize ans. Trois ans après il était fait colonel. Néanmoins, il n'obtint le bâton de maréchal qu'en 1775. Pendant vingt-cinq années, en effet, il était demeuré à la cour en qualité de premier gentilhomme chargé de pourvoir aux distractions royales.

Quelques mois après, le 2 mai 1775, il était élu à l'Académie au fauteuil de Burette de Belloy. Sa réception ne se fit pas attendre ; elle eut lieu le 18 mai de la même année. Durfort, qui avait mission de le recevoir, mit surtout en relief, dans son discours, sa bienfaisance envers les indigents. Car si le maréchal de Duras ne fut l'auteur d'aucun ouvrage digne de passer à la postérité, il eut la réputation de ne rien refuser aux hommes de lettres, dont il fut toujours le protecteur éminent.

Sa promotion au maréchalat et son élection à l'Académie firent l'objet de polémiques et d'amères épigrammes.

### LE MARÉCHAL MAURICE DE SAXE déclina l'offre qui lui fut faite d'entrer à l'Académie

Le maréchal Maurice de Saxe aurait pu faire partie de l'illustre Compagnie. Ses hauts faits d'armes lui ouvrirent toutes grandes les portes de l'Académie. Il fut vivement sollicité d'accepter cette distinction. Mais il crut devoir décliner l'offre qui lui était faite :

*On m'a proposé, mon maître, d'être de l'Académie, écrit-il au maréchal de Noailles : j'ai répondu que je ne savais pas seulement l'orthographe et que cela m'irait comme une bague à un chat.*

### L'ŒUVRE DU MARÉCHAL JOFFRE

Le maréchal Joffre sera donc le septième dignitaire du maréchalat qui aura le droit de siéger sous la Coupole. En l'agréant dans son sein l'Académie ne fait que reprendre ses vieilles traditions.

Il ne nous appartient pas de retracer ici la carrière militaire du maréchal Joffre. Qu'il nous suffise de rappeler que le vainqueur de la bataille de la Marne a sauvé la France et l'avenir du monde entier en contraignant les Allemands à une retraite précipitée. L'Académie française s'honorera en faisant au maréchal Joffre le même accueil enthousiaste qu'elle réserva jadis aux maréchaux de Villars et de Beauveau. Au reste, ses écrits lui assurent l'immortalité. Qu'il ne se souvienne des ordres du jour et proclamations qu'il adressa aux armées alors qu'il était généralissime ?

Quelques jours après la déclaration de guerre, sa première pensée est pour l'Alsace :

*Enfants de l'Alsace, après quarante-quatre années d'une douloureuse attente, des soldats français jouent à nouveau le sol de votre noble pays ! Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche !*

*Pour eux, quelle émotion et quelle fierté ! Pour parachever cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unaniment les pousse, et dans les plus de leurs drapeaux sont inscrits les noms magiques du droit et de la liberté.*

*Vive l'Alsace ! Vive la France !*

Le 6 septembre 1914, il lance cet ordre :

*Une troupe qui ne peut plus avancer de va, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer.*

En mars 1916, il s'adresse aux soldats de l'armée de Verdun :

*Nous avons des munitions en abondance et de nombreuses réserves. Mais vous avez surtout votre indomptable courage et votre foi dans les destinées de la République. Le pays a les yeux sur vous. Vous serez de ceux dont on dira : « Ils ont barré aux Allemands la route de Verdun ! »*

En outre, le général Joffre, ainsi que nous l'avons déjà dit, a écrit six articles sur le Tonkin et le chemin de fer à Kayes ; de nombreux rapports insérés dans le *Recueil des actes administratifs de Madagascar* ; il a rédigé de nombreuses communications à la Société archéologique du Roussillon et prononcé huit conférences organisées par plusieurs Sociétés de géographie. Enfin, il est l'auteur d'un long rapport sur les Opérations de la colonne Joffre avant et après l'occupation de Tombouctou, et d'une étude très documentée sur les types de casernes à adopter pour le Tonkin.

Le premier de ces ouvrages est le résumé, en style bref et concis, des opérations dont il fut chargé sur la rive gauche du Niger, alors qu'il était chef de bataillon. Dans le second, on devine au milieu de détails d'ordre technique, l'intérêt que l'auteur n'a cessé de porter aux hommes qui servaient sous ses ordres. Ne fut-il pas, au cours de cette guerre, « le grand-père » de ses soldats ?

Dans les établissements servant à la clientèle des aliments et des boissons, il est interdit de servir ou de consommer :

1° Du beurre frais ou conservé autrement que dans la préparation des aliments ;

2° Du lait caillé ou aigri ; 3° de la crème, sous quelque forme que ce soit, et notamment la crème d'Isigny, la crème de Chantilly et le petit suisse ; 4° des fromages à la crème et des fromages mous, tels que demi-sel, brie, camembert et camembert double, crème et leurs imitations ou assimilés, lorsque ces fromages contiennent plus de 36 grammes de matière grasse pour 100 grammes de matière sèche.

Dans ces mêmes établissements, il est interdit de servir du sucre, mais les clients demeurent libres d'en apporter.

Dans tous les établissements précédents, sauf dans les wagons-restaurants, les cantines et buffets des gares, il est interdit de consommer ou de servir :

1° du lait frais ou condensé et de la crème purs ou mélangés avec une préparation quelconque telle que thé, café ou cacao, après neuf heures du matin ; 2° tous aliments solides, entre 9 heures et 11 heures, et entre 14 h. 30 et 18 h. 30.

Dans ceux des établissements où le prix du repas à la carte ou à prix fixe dépasse 6 francs, défense de consommer ou servir au même repas et au même client plus de deux plats garnis de légumes ou non, et de plus d'un seul petit pain ou plus de 100 grammes de pain de consommation courante. En dehors de ces deux plats, le client peut demander :

1° Un potage, un hors-d'œuvre ou des légumes ; 2° un dessert (fruit, compote, confitures, marmelade, glace fabriquée sans lait, ni crème, ni sucre, ni œufs, ni farine).

Dans les établissements visés au présent article, la consommation de tout fromage est interdite.

## UN IMPORTANT DÉCRET LES NOUVELLES RESTRICTIONS

Elles concernent le pain, la pâtisserie, la confiserie et le régime des restaurants. Elles seront appliquées le 24 courant.

Sur la proposition de M. Victor Boret, le président de la République a signé le décret suivant relatif au pain, à la pâtisserie et confiserie, au régime des restaurants, etc., dont l'application devra commencer le dimanche 24 courant, sauf quelques dispositions qui n'entreront en vigueur que le 1<sup>er</sup> mars prochain.

Il est interdit : 1° de fabriquer, vendre ou mettre en vente d'autres pains que : a) le pain de consommation courante, y compris le pain brio et le pain dit « à soupe » ; b) le pain de fantaisie dit « petit pain » ayant un poids maximum de 75 grammes ; c) le pain long roulé ayant un poids minimum de 700 grammes et une longueur non supérieure à 60 centimètres ;

2° D'utiliser pour la fabrication de ces pains d'autres farines que la farine de froment et les farines de succédanés, mélangées ou non ;

3° D'ajouter à ces farines d'autres substances que la levure, l'eau, le sel ou la pomme de terre.

Sont interdites les fabrications, mise en vente ou vente de tous autres pains, notamment des biscuits, des croissants, des brioches, des pains grillés ou farinés, des pains de luxe ou de fantaisie autres que le petit pain et le pain long.

La vente de ce pain, entier ou par morceaux, ne peut se faire qu'au poids ; en conséquence, le vendeur doit ou ajouter l'appont, ou exiger que le prix correspondant au poids livré.

Toutefois, la vente du petit pain et du pain long spéciaux plus haut à la pièce ; lorsque la boulangerie n'est pas approvisionnée en pain de consommation courante, l'acheteur peut exiger que le petit pain et le pain long soient vendus au poids et au prix du pain de consommation courante.

La mise en vente ou la vente d'un pain entier, ou par morceaux, additionné de viande, jambon, pâté, beurre, confitures ou tout autre aliment est interdite (c'est la fin des sandwiches).

Les seuls pains de régime autorisés sont les pains au gluten ou à la caséine.

Dans les communes où est institué le régime des bons ou tickets pour l'obtention du pain, il est interdit, sans préjudice de toutes autres infractions prévues par le code pénal : 1° de livrer du pain sans remise de bons ou tickets ou contre remise de bons ou tickets périmés, et de livrer une quantité supérieure à celle portée sur le bon ou ticket ou ne correspondant pas aux équivalences ; 2° de vendre ou acheter des bons ou tickets ; 3° de remettre à l'avance à un boulanger ou à tout autre vendeur de pain un nombre de tickets correspondant à une consommation supérieure à la ration de trois journées.

Interdiction de fabriquer, vendre ou mettre en vente de la pâtisserie fraîche ou sèche, des pâtes en croûte ou de la biseulterie.

Interdiction de la confiserie ou des fruits confits préparés avec du sucre, ou du miel : des entremets ou des glaces préparés avec du lait-frais ou condensé, de la crème, des œufs, du sucre ou de la farine.

Il est interdit également de fabriquer, ou mettre en vente d'autres chocolats que le chocolat de qualité courante en tablettes, en balons, en croquettes ou en poudre et ne contenant pas plus de 36 % de cacao. Sont, en conséquence, interdites la fabrication, la mise en vente ou la vente des chocolats de luxe, des chocolats fondants ou au lait et de la confiserie de chocolat. L'ensemble des dispositions relatives au chocolat ne sera applicable, par exception, qu'à dater du 1<sup>er</sup> mars.

Dans les hôtels, pensions de famille, restaurants, cafés, buffets, buvettes, crémeries, cantines, maisons de thé, et dans tous



(Phot. H. Manuel.)  
M. VICTOR BORET

autres établissements servant à la clientèle des aliments et des boissons, il est interdit de servir ou de consommer :

1° Du beurre frais ou conservé autrement que dans la préparation des aliments ;

2° Du lait caillé ou aigri ; 3° de la crème, sous quelque forme que ce soit, et notamment la crème d'Isigny, la crème de Chantilly et le petit suisse ; 4° des fromages à la crème et des fromages mous, tels que demi-sel, brie, camembert et camembert double, crème et leurs imitations ou assimilés, lorsque ces fromages contiennent plus de 36 grammes de matière grasse pour 100 grammes de matière sèche.

Dans ces mêmes établissements, il est interdit de servir du sucre, mais les clients demeurent libres d'en apporter.

Dans tous les établissements précédents, sauf dans les wagons-restaurants, les cantines et buffets des gares, il est interdit de consommer ou de servir :

1° du lait frais ou condensé et de la crème purs ou mélangés avec une préparation quelconque telle que thé, café ou cacao, après neuf heures du matin ; 2° tous aliments solides, entre 9 heures et 11 heures, et entre 14 h. 30 et 18 h. 30.

Dans ceux des établissements où le prix du repas à la carte ou à prix fixe dépasse 6 francs, défense de consommer ou servir au même repas et au même client plus de deux plats garnis de légumes ou non, et de plus d'un seul petit pain ou plus de 100 grammes de pain de consommation courante. En dehors de ces deux plats, le client peut demander :

1° Un potage, un hors-d'œuvre ou des légumes ; 2° un dessert (fruit, compote, confitures, marmelade, glace fabriquée sans lait, ni crème, ni sucre, ni œufs, ni farine).

Dans les établissements visés au présent article, la consommation de tout fromage est interdite.

La loi.

Le lieutenant Mornet étudia longuement

la peine de mort.

LA PEINE DE MORT EST REQUISE CONTRE BOLO PAR LE LIEUTENANT MORNET AU 3<sup>e</sup> CONSEIL DE GUERRE

C'est après la déposition du capitaine Bouchardon que le commissaire du gouvernement a prononcé son réquisitoire.

L'avant-dernière audience.

Après le lieutenant Mornet, qui s'exprima sur les documents administratifs établis par lui et adressés au gouvernement, le capitaine Bouchardon parut et prit la parole.

Il est bien difficile de rendre la physionomie de M. Bouchardon et son attitude si simple, si sincère. Sur ce visage grave, réfléchi, dont le teint fut blême, décoloré par l'étude patiente et la méditation ; dans ces yeux profonds et pensifs se reflète une conscience sereine, tranquille. De la bouche de cet homme ne peut sortir que la vérité. Et quand il dit, d'une voix émue, tremblante : « Je suis entré, il y a vingt-cinq ans, dans la magistrature, j'ai prêté serment, et je me serais cru déshonoré en ne m'y conformant point », toute la salle sentit que ce capitaine de chasseurs à pied n'avait jamais menti. Certainement, pareil magistrat avait tout tenté, sans délai, sans hésitation, pour faire la lumière.

Mais, soudain, dans la salle, un vaste, un lourd silence plana. Il était exactement 2 heures moins un quart. Le colonel-président annonça :

— La parole est à M. le commissaire du gouvernement.

Alors le lieutenant Mornet se leva, tout droit devant sa table surchargée d'un volumineux dossier. On avait l'habitude de le voir recroquevillé, pelotonné, couché presque d'un coup, dominant l'assemblée, s'imposant à elle, brutalement, avec véhémence. C'est que le commissaire du gouvernement n'a jamais cherché à séduire, à gagner l'auditoire. Pendant la déposition de certains témoins, il montra que les rumeurs ou l'assentiment du public le laissaient parfaitement indifférent. Cette fois, il tourna le dos à la salle, et ce fut en effet un dos que l'on vit s'agiter, se baisser, se relever, tandis qu'une voix rauque, vengeresse, groupait les arguments, les preuves, avec une force terrible, singulière. Puis il se mit à marcher inlassablement, dans trois ou quatre mètres d'espace, et de profil se découpa son visage rude, passionné, puissant, tandis que le bras désignait pour les fossés de Vincennes le menteur et l'escroc qui

LA NEUVIÈME AUDIENCE

On introduit Bolo, qui fait un faux pas. Le président recommande le silence. M. le commissaire du gouvernement se lève. Mais il ne commence pas son réquisitoire. Il verse aux débats les pièces administratives qui motivent, la veille, un *visu incident*, et comment cet acte, qui n'est accompli, déclaré, que pour que la lumière soit comblée. Il demande, en outre, au président de vouloir bien entendre le capitaine rapporteur Bouchardon.

M<sup>e</sup> Salle fait remarquer que la défense ne s'y oppose pas.

Le capitaine Bouchardon repète les affirmations du lieutenant Mornet. Il explique les conditions dans lesquelles il fut saisi de l'affaire Bolo, les difficultés d'exécution des commissions rogatoires et les retards de transmission du dossier Casella.

Le capitaine Bouchardon s'adresse plutôt à l'accusé, qu'il semble prendre à témoin, qu'à un tribunal lui-même. Enfin, il se défend d'avoir jamais envisagé une ordonnance de non-lieu en faveur de Bolo :

— J'aurais cru, en la rendant, me déshonorer moi-même.

Et le président donne la parole au commissaire du gouvernement.

LIEUTENANT MORNET. — Avant de donner satisfaction à l'opinion, à la France tout entière, en vous demandant de condamner Bolo à la peine de mort, je veux vous dire que cette condamnation s'impose comme une nécessité.

Le commissaire du gouvernement donne alors l'explication du crime d'intelligence avec l'ennemi. Il cite les articles du Code pénal (art. 77) et du Code de justice militaire (art. 205) qui l'approuvent et le punissent de la même peine capitale. Puis il attaque Bolo, qui, affirme-t-il, a commis le crime de trahison. Bolo a reçu des millions de l'Allemagne pour atteindre « la défense morale du pays ».

Le lieutenant Mornet s'élève avec émotion contre la campagne pacifiste en France que rêvaient nos ennemis. « Je plains, s'écrie-t-il, ceux que l'aveuglement égare et qui ne comprennent pas que consentir à parler de paix équivaut à se résigner à mourir ! »

L'Allemagne voulait exploiter nos angoisses. Elle prend des agents, des ambassadeurs, des agiles, des vaniteux, des aventuriers. « Bolo est un vaniteux, un homme d'argent et un malhonnête homme. Tout le désignait, dans son passé, pour le rôle qu'il a rempli. C'est une loi fatale de son évolution. Et le commissaire du gouvernement accumule les preuves de la culpabilité de Bolo. Il dit, en détail, sa vie mouvementée jusqu'à l'heure de la guerre.

L'audience est suspendue pendant dix minutes. La chaleur est suffocante. Une dame à cheveux blancs, assise au premier rang, s'est trouvée mal et a dû quitter la salle. Pendant cet instant de répit, le capitaine-aviateur Heurteaux, un de nos « as », les plus glorieux, s'assied tout près de la barre des témoins. Il est jeune et blond. Sa poitrine est constellée de décorations, et le brillant officier tranche, en clarté, sur les robes noires des avocats.

Le commissaire du gouvernement reprend son réquisitoire. Il commente, analyse et définit les affaires de Suisse, puis, amené à la personnalité de Cavallini, il la précise et demande au tribunal de condamner l'Italien, deux fois traître, à la peine de mort. « Condamnez-le par contumace. Condamnation stérile, je le sais, s'écrie le lieutenant Mornet, mais nécessaire dans l'intérêt de la défense nationale. » Il en vient ensuite à Porchère, complice de Cavallini, complice de Bolo, qui, affirme-t-il, savait ce qu'il faisait et qu'il faisait le mal ! Je le livre à votre justice. Je m'en rapporte à vous, messieurs, pour savoir dans quelle mesure vous devrez lui appliquer la loi.

Le lieutenant Mornet étudia longuement la peine de mort.

LA PEINE DE MORT EST REQUISE CONTRE BOLO PAR LE LIEUTENANT MORNET AU 3<sup>e</sup> CONSEIL DE GUERRE

C'est après la déposition du capitaine Bouchardon que le commissaire du gouvernement a prononcé son réquisitoire.

L'avant-dernière audience.

Après le lieutenant Mornet, qui s'exprima sur les documents administratifs établis par lui et adressés au gouvernement, le capitaine Bouchardon parut et prit la parole.

Il est bien difficile de rendre la physionomie de M. Bouchardon et son attitude si simple, si sincère. Sur ce visage grave, réfléchi, dont le teint fut blême, décoloré par l'étude patiente et la méditation ; dans ces yeux profonds et pensifs se reflète une conscience sereine, tranquille. De la bouche de cet homme ne peut sortir que la vérité. Et quand il dit, d'une voix émue, tremblante : « Je suis entré, il y a vingt-cinq ans, dans la magistrature, j'ai prêté serment, et je me serais cru déshonoré en ne m'y conformant point », toute la salle sentit que ce capitaine de chasseurs à pied n'avait jamais menti. Certainement, pareil magistrat avait tout tenté, sans délai, sans hésitation, pour faire la lumière.

Mais, soudain, dans la salle, un vaste, un lourd silence plana. Il était exactement 2 heures moins un quart. Le colonel-président annonça :

— La parole est à M. le commissaire du gouvernement.

Alors le lieutenant Mornet se leva, tout droit devant sa table surchargée d'un volumineux dossier. On avait l'habitude de le voir recroquevillé, pelotonné, couché presque d'un coup, dominant l'assemblée, s'imposant à elle, brutalement, avec véhémence. C'est que le commissaire du gouvernement n'a jamais cherché à séduire, à gagner l'auditoire. Pendant la déposition de certains témoins, il montra que les rumeurs ou l'assentiment du public le laissaient parfaitement indifférent. Cette fois, il tourna le dos à la salle, et ce fut en effet un dos que l'on vit s'agiter, se baisser, se relever, tandis qu'une voix rauque, vengeresse, groupait les arguments, les preuves, avec une force terrible, singulière. Puis il se mit à marcher inlassablement, dans trois ou quatre mètres d'espace, et de profil se découpa son visage rude, passionné, puissant, tandis que le bras désignait pour les fossés de Vincennes le menteur et l'escroc qui

LA NEUVIÈME AUDIENCE

s'en alla en Suisse, en Amérique, chercher l'argent de l'Allemagne. Ah ! ce n'était pas la première fois que le lieutenant Mornet réclamait la peine de mort : il l'avait demandée et obtenue, bien souvent, chaque fois avec un frémissement, un déchirement intérieur. Hier, à l'entendre, il accomplissait allègrement un devoir patriotique, le plus sacré de tous, en la réclamant.

Et pendant que le commissaire du gou-



LE CAPITAIN BOUCHARDON à la barre du conseil de guerre

vernement parlait au nom de la société, de la patrie, faisant appel au peloton d'exécution, Bolo continuait de sourire, en tapotant le bois de sa stalle. On eût dit qu'il ne s'agissait pas de lui. Vi-t-on jamais aussi extraordinaire inconscience ?

Jean VIGNAUD

LA NEUVIÈME AUDIENCE

« L'affaire de l'achat des journaux français », surtout de l'achat du *Journal*. « L'idée d'acheter le *Journal* n'est pas de Bolo. L'affaire Bolo n'est, à ce point de vue, que la suite de l'affaire Lenoir et Desouches. Toutes ces affaires sont connexes. Il n'y a, pour ce pays, qu'une affaire de trahison. Toutes celles que vous aurez à juger ne sont que les chapitres d'un même livre ! »

L'Allemagne voulait acquiescer le *Journal*. « Quinze millions, en deux fois, par les mains de M. Humbert, sont passés de l'Allemagne dans le *Journal*. »

Enfin le commissaire du gouvernement arrive aux affaires d'Amérique.

Le lieutenant Mornet continue par l'histoire du virement de fonds d'Anvers en Amérique et, bien qu'il se défende de s'appuyer sur la déposition de l'Allemand Pavestadt, il en lit longuement les passages essentiels. Il dément que les « télégrammes américains » soient des faux, comme le prétend Bolo, et en vient enfin à la lettre du 6 mars 1916, en laquelle il voit « un coup de massue », l'aveu même par Bolo de son crime.

Le commissaire du gouvernement en arrive à sa péroraison. Jusqu'ici son réquisitoire a été analytique, documentaire, sobre, sans effets oratoires. Mais, ici, le ton s'élève et touche au sommet de l'éloquence, par la force contenue du verbe que l'émotion fait trembler, par la grandeur douloureuse de la vision que l'orateur évoque :



LES CONTES D'EXCELSIOR

# L'ENSORCELEUR

JACQUES CÉSANNE

La stupeur fut grande, à Aix-en-Provence, lorsqu'on apprit, au commencement de l'année 1611, que le baron de Gauffridi avait conquis les faveurs de la belle et sage comtesse de Mandols.

C'était à désespérer de la vertu. Aussi, quand, pour se justifier, la jeune femme eut accusé le baron de l'avoir ensorcelé, chacun pensa que c'était la seule explication plausible de l'événement.

Plausible pour la comtesse, mais terriblement grave pour le baron, et de nature à éveiller les susceptibilités de la justice, laquelle n'admettait pas qu'on ensorcelât les gens. Si bien qu'un jour M. de Gauffridi fut appréhendé par les archers, qui l'enfermèrent dans un cachot. Il n'en sortit que pour lier connaissance avec des instruments variés, coins, brodequins et barres de fer, qui eurent pour effet immédiat de lui faire avouer ses méfaits. Il reconnut avoir suborné par de maléfiques enchantements le cœur de la comtesse, de même que celui de beaucoup d'autres, qu'il nomma expressément.

Mais, comme ses indiscrètes révélations commençaient à mettre en lumière les infortunes de plusieurs de ces messieurs du Parlement, on cessa de le tourmenter. Il en avait dit assez, d'ailleurs, pour que son cas ne pût faire aucun doute. Car il avait docilement confessé qu'il était en rapports directs avec l'Esprit du Mal, et, même, il avait fait, du Sabbat, une longue et pittoresque description.

L'affaire ayant été ainsi instruite avec tout le soin désirable, le Parlement d'Aix fut appelé à en connaître.

On était extrêmement friand, à l'époque, des procès de sorcellerie, et celui-là contenait une foule de dépositions du plus haut intérêt sur le pouvoir des démons. Certains témoins affirmèrent qu'après s'être enduit le corps d'une huile magique dont il n'avait pas révélé le secret Gauffridi se transportait tous les soirs à l'assemblée nocturne des sorciers et sorcières, et revenait subrepticement dans sa chambre par le tuyau de la cheminée. Et d'autres personnes dignes de foi se présentèrent à la barre pour donner, sur les moeurs du baron, des précisions tout aussi suggestives.

L'imagination des juges et de l'auditoire était surexcitée par le récit de ces événements surnaturels, lorsqu'à une audience on entendit tout à coup, dans la cheminée, un vacarme extraordinaire. Puis on vit surgir du foyer un être tout noir, coiffé d'un bonnet pointu, et qui secouait la tête avec frénésie.

N'était-ce pas le diable en personne surgissant des Enfers pour arracher son adepte à la justice des hommes?

Chacun le pensa, et le prétoire se vida en un instant. On n'aperçut, bientôt par les couloirs du Palais que présidents, conseillers, procureurs, grands et petits clercs, sans compter les belles dames venues là pour se divertir, s'enfuyant à toutes jambes et criant à tue-tête...

Il ne resta plus à son poste que M. le conseiller rapporteur.

Ce n'était pas qu'il eût l'âme mieux trempée que les autres, ni qu'il fût de connivence avec Lucifer. Mais sa robe s'était malencontreusement accrochée à l'un des pieds du fauteuil dans lequel il siégeait, et le fauteuil, en tombant, s'était mis au travers d'une stalle, en sorte que le pauvre homme, bien qu'il tirât de toutes ses forces, restait cloué sur place, comme par l'effet d'un sortilège.

Le corps tremblant, les yeux égarés, faisant un suprême appel à toutes les ressources que la religion pouvait offrir pour lutter contre les divinités infernales, il multipliait les signes d'exorcisme...

En vérité, jamais diable n'avait pu se vanter d'une semblable prouesse! Mettre en fuite une cour de justice! Et cependant celui-là ne semblait pas autrement fier des effets de sa toute-puissance.

Il s'avavançait même assez piteusement vers M. le conseiller rapporteur. Et M. le conseiller, revenu de son effroi, finit par s'apercevoir que le prétendu démon n'était qu'un innocent ramoneur, lequel, après avoir mis en état la cheminée de M. de la Cour des Comptes, dont le tuyau joignait celle de la Tournelle, était descendu par méprise dans la chambre du Parlement.

Les belles dames du comté, les grands et petits clercs, procureurs, conseillers et présidents revinrent donc dans la salle des séances, ramenés par M. le conseiller rapporteur, qui gagna dans cette affaire une grande réputation d'intrépidité.

Les juges du baron éprouvèrent-ils quelque dépit de s'être laissés si grossièrement mystifier? Rien ne nous autorise à faire une semblable supposition, et tout porte à croire qu'ils se prononcèrent en leur âme et conscience de bons juges.

Mais les débats ne traînèrent plus. Et, le 16 avril 1611, l'accusé fut condamné à être brûlé vif, comme coupable de magie, sorcellerie, impiété et lubricité abominables... Sentence qui reçut immédiatement son exécution.

Au premier rang des assistants, la belle et vertueuse Madeleine de Mandols pria avec une édifiante piété pour l'âme de l'ensorceleur.

C'est ainsi que le métier de Don Juan, qui, malgré les satisfactions qu'il procure, n'a jamais été exempt d'un certain danger, pouvait, au commencement du règne de Louis XIII, mener son homme au bûcher...

Jacques CÉSANNE.

5 HEURES DU MATIN

# DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

## UN VAPEUR ESPAGNOL COULÉ PAR UN SOUS-MARIN

C'est le "Ceferino", que les Allemands ont fait sauter avec des bombes.

MADRID, 13 février. — Le vapeur espagnol *Ceferino*, de Barcelone, jaugeant 3.647 tonnes, a été coulé par un sous-marin allemand à 500 milles du port d'Orchillas.

Selon les renseignements qu'on a pu recueillir, le sous-marin qui coula le *Ceferino* est le même qui coula le *San-Sébastien*.

L'Impartial dit que, après avoir sommé l'équipage du bâtiment espagnol d'arrêter, le commandant du sous-marin allemand se rendit aussitôt à bord accompagné de quelques matelots et examina les documents du navire. Dès qu'il connut la nature de son chargement, le commandant du sous-marin le déclara contrebande de guerre et informa le capitaine du *Ceferino* qu'il se voyait dans l'obligation de couler son navire.

Le capitaine protesta énergiquement; mais tout fut inutile.

Le commandant allemand ordonna à un de ses officiers, accompagné de marins, de placer à bord du navire plusieurs bombes; puis, il signala aux trente-sept hommes de l'équipage d'avoir à descendre dans les quatre embarcations du navire marchant.

Les Allemands placèrent alors leurs bombes dans les différentes parties du *Ceferino*, qui sauta quelques minutes après.

## Nos troupes exécutent un coup de main victorieux vers la Butte du Mesnil

Sur un front de 1.200 mètres, nos détachements pénétrèrent jusqu'à la troisième ligne allemande.

OFFICIEL. — En Champagne, après une courte préparation d'artillerie, nous avons exécuté un large coup de main dans la région au sud-ouest de la Butte du Mesnil.

Sur un front de douze cents mètres environ, nos détachements ont pénétré dans la position allemande jusqu'à la troisième ligne, bouleversé les défenses de l'ennemi et détruit de nombreux abris.

Le chiffre des prisonniers que nous avons faits dépasse une centaine.

## En dix jours, nous avions abattu 28 appareils ennemis

OFFICIEL. — Dans la période du 1<sup>er</sup> au 10 février, nos pilotes ont abattu 28 avions allemands, dont 14 ont été entièrement détruits et 14 gravement endommagés.

## Des avions allemands bombardent Nancy

Trois personnes civiles ont été tuées et cinq blessées.

(OFFICIEL). — Des avions ennemis ont lancé, dans la nuit de mardi, plusieurs bombes sur Nancy.

Trois personnes de la population civile ont été tuées, cinq blessées.

## Les mutins de Lamia

ATHÈNES, 13 février. — Le soldat Papadogiorgos, le principal meneur de la sédition de Lamia, a été condamné à mort par la cour martiale.

Trois officiers, les nommés Fassouloupoulos, Stalcos, Coudouros et le soldat Mantzinos ont été condamnés à la même peine.

Tous seront exécutés demain.

Un autre officier, le lieutenant Lambadiaris, a été condamné à un an de prison et à la dégradation militaire. Quatre soldats ont été acquittés.

La plupart des mutins se sont rendus aux autorités; ceux qui sont encore en fuite sont traqués et ne sauraient tarder à être capturés. (Radio.)

# LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

### Front français

14 HEURES. — Assez grande activité de l'artillerie dans la région de Pinon et au nord-ouest de Reims.

Nous avons réussi plusieurs coups de main à l'est d'Auberive et dans les Vosges et ramené des prisonniers.

A l'est d'Emberménil, une tentative ennemie sur un de nos petits postes est restée sans succès.

Nuit calme partout ailleurs.

### Front britannique

13 HEURES. — Nous avons réussi un coup de main, la nuit dernière, sur les tranchées allemandes au sud-est d'Hargicourt et ramené 11 prisonniers dont 1 officier.

Au cours de la nuit, des rencontres de patrouilles nous ont permis d'infliger des pertes à l'ennemi au sud-est de Lens.

En dehors de l'activité habituelle d'artillerie dans la région d'Épehy et au nord-est d'Ypres, il n'y a rien d'important à signaler.

22 HEURES. — Le coup de main heureux au sud-est d'Hargicourt signalé au communiqué de ce matin a été exécuté par les troupes canadiennes. En plus des 13 prisonniers et des deux mitrailleuses ramenées dans nos lignes, de nombreux Allemands ont été tués dans le combat livré hors des tranchées, et quatre mortiers ont été détruits.

Nous avons lancé des grenades dans dix-sept abris de la première ligne ainsi que dans ceux de la ligne de soutien que les occupants ont refusé de quitter à nos sommations. Nos pertes ont été légères et nous avons ramené tous nos hommes.

Un autre coup de main a été exécuté avec succès, la nuit dernière, par les Canadiens vers la cote 70, nord de Lens. Malgré une défense acharnée, nous avons fait six prisonniers et ramené une mitrailleuse. Nos pertes ont été également légères.

Au lever du jour, ce matin, une opération de détail a eu lieu

## UN GRAND DÉBAT AUX COMMUNES SUR LA POLITIQUE GÉNÉRALE

Après une nouvelle discussion sur la conférence de Versailles, le cabinet Lloyd George obtient la majorité par 159 voix contre 28.

La question du commandement et les décisions prises à Versailles ont donné lieu, à la Chambre des Communes, à de vifs débats au cours desquels M. Lloyd George a été amené à poser la question de confiance. La discussion de mardi a été ardente, et M. Asquith, l'ex-Premier, chef du parti libéral, a pris nettement position contre le cabinet. L'Assemblée elle-même a accueilli avec une froideur marquée certaines déclarations de M. Lloyd George.

Cette séance parlementaire ne doit pas surprendre. On sait, en effet, que le ministère de M. Lloyd George s'est constitué en dépit de la majorité libérale. C'est un cabinet de coalition qui a surtout l'appui de l'opinion publique. On peut dire que M. Lloyd George, lorsqu'il a pris le pouvoir à la fin de 1916, y a été en quelque sorte porté par un mouvement populaire.

La situation n'a guère changé à cet égard. Nous venons de voir, en effet, l'ensemble de la presse, à quelques rares exceptions près, prendre parti pour le chef du gouvernement contre les critiques dont il a été l'objet aux Communes.

Il n'est pas douteux que la question du commandement interalle est délicate et qu'elle heurte beaucoup de traditions anglaises. C'est ainsi que le colonel Repington va être poursuivi en raison de ses articles hostiles aux résolutions de Versailles. Nous ne doutons pas que le bon sens anglais, si vigoureusement exprimé hier par l'ensemble des journaux, ne vienne à bout de ces désaccords. Un remaniement du cabinet de M. Lloyd George est possible. Mais l'appui qu'il trouve dans l'opinion publique ne l'a pas encore abandonné. — J. B.

## La discussion a continué hier à la Chambre des communes

Le *Polit Parisien* reçoit la dépêche suivante :

LONDRES, 13 février. — Dès le début de la séance d'aujourd'hui, une satisfaction a été donnée aux critiques qui, hier, s'élevaient contre plusieurs campagnes de presse. M. Bonar Law a annoncé, en effet, au nom du gouvernement, que des poursuites allaient être engagées contre le colonel Repington, l'ex-rédacteur militaire du *Times*, et contre le *Morning Post*, où il écrit maintenant.

La discussion de la réponse au discours du trône, qui permet d'interpeller le gouvernement sur toute sa politique, fut alors reprise.

Ce fut M. Samuel Herbert, ex-ministre de l'Intérieur, qui ouvrit le feu. Pendant près d'une heure, il fit le procès du cabinet, mais plus particulièrement de M. Lloyd George, à qui il reprocha de n'avoir tenu entièrement aucune de ses promesses, qu'il s'agit du recrutement qui n'est, dit-il, pas plus avancé aujourd'hui qu'en décembre 1916, que de la production agricole, de la question des vivres ou de la construction des navires marchands, et cependant, ajouta-t-il, nos

## L'Allemagne nie avoir adressé un ultimatum à la Roumanie

BALE, 13 février. — Une note officielle de Berlin conteste que l'Allemagne ait posé un ultimatum à la Roumanie.

Le maréchal Mackensen est seulement entré en pourparlers avec les généraux roumains au sujet du maintien de l'armistice conclu par le général Tcherbatchef, la situation entre la Roumanie et l'Ukraine rendant nécessaire l'éclaircissement de cette question.

Ce sont les Allemands eux-mêmes qui nient aujourd'hui avoir adressé un ultimatum à la Roumanie. Ils indiquent d'autre part que des pourparlers, nécessaires par la question de l'armistice, sont engagés. Mais il n'est pas douteux que l'Allemagne, selon son procédé constant, use à tout vis-à-vis des Roumains des promesses et des menaces.

## Le cabinet Averesco serait constitué

LONDRES, 13 février. — Une information venue de Jassy dit que le nouveau cabinet roumain, où le général Averesco exerce la présidence et l'interim des Affaires étrangères, a été constitué lundi.

dépenses se sont accrues de 62 millions par jour. Le cabinet de Guerre lui-même, qui devait prendre de si rapides décisions, si nous en jugeons par les faits, a été un échec : il n'a pas donné les résultats attendus.

M. Bonar Law ne voulut pas laisser sans réponse ces critiques implacables : il se dressa et, les prenant point par point, contesta les chiffres donnés par le précédent orateur.

— S'il est juste, dit-il, de juger le gouvernement par ses actes, il est aussi nécessaire de tenir compte des difficultés imprévues auxquelles il a dû faire face.

Le chancelier termina en déclarant :

— Si la Chambre estime que d'autres remplacements mieux notre tâche, son devoir est de le dire. Tant qu'elle ne l'aura pas fait, le devoir de chacun est de s'abstenir de critiques qui ne font que nuire à l'intérêt général.

Lord Cavendish-Bentinck, sir Parrott, le major Aubrey Herbert et M. Hyte continuèrent la série des critiques adressées au gouvernement, en se basant surtout sur les reproches relatifs à son attitude diplomatique, et M. Holt déposa un amendement « regrettant que, conformément à la décision du conseil de guerre suprême de Versailles, la poursuite de l'effort militaire soit le seul souci immédiat du ministère ».

## Une intervention de M. Balfour

A ces diverses attaques, M. Balfour répondit en défendant le point de vue adopté à Versailles, où la solution des problèmes militaires actuels avait été la préoccupation principale. Il déclara que rien ne laissait entrevoir que les empires centraux étaient disposés à faire la paix à des conditions acceptables.

— Nos ennemis sont aussi éloignés qu'il y a trois ans des idées que M. Wilson a exprimées et pour lesquels combattent l'Amérique, l'Angleterre et leurs alliés, conclut-il. Il est inutile de parler de paix tant que l'Allemagne, qui connaît nos buts, n'aura pas montré qu'elle est réellement prête à s'engager sur le chemin de cette paix.

La discussion n'en resta pas là. M. Rumann, ex-ministre du précédent cabinet, renouvela l'assaut contre le gouvernement, suivi de M. Snowden, qui déclara l'énoncé commun des buts de guerre de l'Entente, et de M. Buxton.

L'amendement Holt, appuyé par MM. Geoffrey Collins, Anderson, Trevelyan et Thomas, fut combattu par lord Robert Cecil, qui précisa que son adoption entraînerait la démission du gouvernement et on passa au vote.

L'amendement fut rejeté par 159 voix contre 28.

La Chambre s'est ajournée à demain, pour la suite du débat sur l'adresse royale. La séance est levée à 11 h. 15.

## Le chancelier allemand prononcera-t-il un nouveau discours ?

LONDRES, 13 février. — On mande d'Amsterdam que le comte Hertling aurait l'intention de répondre au président Wilson à la séance du Reichstag du 19 février. (Radio.)

## Ce que fut le raid anglais sur Offenbourg

LONDRES, 13 février. (Officiel). — Au cours du raid d'hier en Allemagne, nos pilotes ont jeté, avec d'excellents résultats, plus d'une tonne et quart de projectiles sur les casernes et la gare au sud d'Offenbourg.

Plusieurs coups au but ont été observés sur la gare, les voies et les ateliers du chemin de fer.

Des incendies ont également éclaté près des casernes et deux autres dans la ville.

Un de nos aviateurs a effectué avec succès une reconnaissance au-dessus d'aéroplanes en Allemagne. Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

## LE MESSAGE DE M. WILSON ET LES ALLEMANDS

La presse ennemie feint de trouver obscures les déclarations du président des États-Unis.

BALE, 13 février. — Les journaux allemands commentent la réponse du président Wilson au comte Hertling et au comte Czernin, dans laquelle ils prétendent en général voir simplement une nouvelle preuve de l'impérialisme américain, mais aucune nouvelle suggestion acceptable pour les Allemands.

Le *Volks Anzeiger* dit :

« Quand M. Wilson trouve le discours du comte Hertling vague et déconcertant, on peut, avec plus de raisons encore, dire que le flot de son éloquence est cette fois encore aussi obscur que possible. »

La *Gazette de Voss* :

« La cour suprême de l'humanité n'est qu'un stratagème imaginé pour déguiser les prétentions de l'Amérique à exercer la présidence dans le tribunal mondial qui devra décider non seulement des destinées de l'Allemagne et de l'Europe, mais aussi du partage du monde. »

« Les buts de l'Amérique sont parfaitement clairs : elle est unie à l'Angleterre par la solidarité la plus étroite contre toute politique continentale européenne et asiatique ; c'est là le motif de la déclaration de guerre de M. Wilson à l'Allemagne et non pas les raisons idéales qu'il donne. »

Le *Tägliche Rundschau* :

« M. Wilson s'est servi d'un langage plus civilisé, mais n'a abandonné ni sa vieille tactique d'excitations contre l'autocratie de l'Allemagne, ni ses tentatives de semer la désunion entre les puissances centrales, ni ses efforts pour créer l'hégémonie mondiale anglo-américaine sous l'étiquette d'une communauté des peuples. »

## La paix de l'Ukraine et l'Angleterre

LONDRES, 13 février. — L'Agence Reuter est informée que le gouvernement britannique ne s'estime pas obligé de reconnaître la paix conclue entre les Austro-Allemands et ceux qui l'ont signée au nom de l'Ukraine.

## Un raid audacieux de torpilleurs italiens

Un gros vapeur autrichien est torpillé dans la baie de Buccari

ROME, 13 février. — Le bureau du chef d'état-major de la marine communique que dans la nuit du 11 février des torpilleurs italiens, s'avancant audacieusement jusque dans l'extrême partie septentrionale de l'archipel de Dalmatie, ont pénétré dans la baie de Buccari, près de Fiume, et ont torpillé le plus gros des vapeurs qui y étaient mouillés.

## L'Allemagne a construit un nouveau type de zeppelin

ZURICH, 13 février. — Deux nouveaux zeppelins de grandes dimensions ont fait, il y a trois jours, une longue ascension d'essai au-dessus du lac de Constance.

Aussitôt après, ils ont été expédiés vers un port allemand.

Ces nouveaux dirigeables sont munis d'un système perfectionné d'émission de « brouillard artificiel » destiné à les rendre invisibles lorsqu'ils naviguent à une certaine altitude. (Radio.)

## La vraie M<sup>me</sup> Bolo est M<sup>me</sup> Soumaille

La demande en nullité de mariage formée par Bolo contre Mme Henriette Soumaille a été rejetée par la première chambre du tribunal civil. C'est donc le premier mariage de Bolo qui seul est valable, et la vraie Mme Bolo est Mme Soumaille.

## Les instructions en cours

M. Charles Humbert, assisté de son avocat, M. Moro de Giffert, a été interrogé, hier matin, par le lieutenant Bonduex.

Le sénateur de la Meuse, qui est, on le sait, accusé de commerce avec l'ennemi, a fourni des explications sur sa lettre à Desouches en réponse à une demande de restitution des actions du *Journal*. L'interrogatoire a duré plus de deux heures.

Pendant ce temps, le lieutenant Jousselin entendait M. Fougère, ancien consul de France à Lausanne.

## La quantité d'essence va diminuant

Mauvaise nouvelle pour les propriétaires d'automobiles : le contingent de carburant mis à la disposition du ravitaillement civil est inférieur, pour le mois de février en cours, à celui de janvier.

La quantité d'essence que répartira la préfecture de police pour février est de 3.388.450 litres, mais sur ce chiffre, sont réservés :

1<sup>er</sup> 1.400.000 litres pour les taxis-automobiles ;

2<sup>e</sup> 171.000 litres pour les autobus ;

3<sup>e</sup> 604.950 litres pour la consommation domestique.

Il reste donc à la disposition de toutes les autres catégories du ravitaillement civil 1.212.500 litres, c'est-à-dire 400.000 litres de moins environ qu'au mois précédent.

## NOUVELLES BRÈVES

Les obsèques d'Abdul Hamid. — La dépouille d'Abdul Hamid a été transférée dans l'ancien séraï, où le cercueil a été placé dans la mausolée du sultan Mahmoud.

ON DEMANDE deux conducteurs de camions automobiles. S'adresser à la Papeterie de la Seine, avenue de la République, à Nanterre.



INFORMATIONS

— La médaille d'honneur des épidémies, en or, vient d'être décernée à la comtesse Dulon de Rosnay.

FIANÇAILLES

— Le *Daily Sketch* annonce le prochain mariage de S. A. R. le prince Christophe de Grèce, le plus jeune des frères du roi Constantin, avec Mrs Nancy Stewart Worthington Leeds, veuve du grand industriel américain mort en 1908 et dont elle hérita d'une fortune considérable. Mrs Leeds s'est rendue acquiescente, dernièrement, à Londres, de l'hôtel de S. A. I. le grand-duc Michel à Kenwood, Hampstead Heath.

La cérémonie aura lieu, dans la plus stricte intimité, en Suisse, où se trouve actuellement Mrs Leeds et son jeune fils.

MARIAGES

— Nous apprenons le mariage de Mlle Germaine Maure, fille du commandant Germain Maure, du 7<sup>e</sup> bataillon algériens, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de Mme Maure, née Leblou, avec le vicomte Antoine d'Armancourt, interprète aux armées britanniques, fils du comte d'Armancourt et de la comtesse, née Beaurepaire-Louvigny.

— Dans l'intimité a été béni, ces jours derniers, en l'église Saint-François-Xavier, le mariage du capitaine Bernard de Gouvello, du 43<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, fils du colonel de Gouvello, commandant l'infanterie divisionnaire, commandeur de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de la vicomtesse, née Letort, avec Mlle Edith de Kermel, fille du commandant de Kermel, officier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de la vicomtesse, née Martin Le Neuf de Neufville.

DEUILS

— Confirmation de la mort du lieutenant aviateur Gaetan de La Brunetière, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, vient d'être officiellement notifiée.

Deux fois grièvement blessé, en 1916 et 1917, il fut de nouveau le 25 septembre dernier et tomba dans les lignes allemandes.

Son frère René, également aviateur, a été tué en 1916.

Tous deux étaient les plus jeunes fils du général de La Brunetière.

— Un service pour le repos de l'âme du baron Georges d'Ussel, tombé au champ d'honneur, a eu lieu hier en l'église Notre-Dame de Passy.

Parmi les membres de la famille et les personnes présentes :

Baronne d'Ussel douairière, baronne d'Ussel, baronne Guy d'Ussel, comte et comtesse d'Ussel, M. et Mme Darcel, M. de Parieu, Mme Philippe Guéneau de Mussy, M. et Mme Sorbier de Pougnaudesse, vicomtesse d'Armaillé, comtesse Bernard de Gouvello, général de La Taille, M. et Mme G. de La Taille, baronne de Plas, Mme Carron de La Carrière, comte et comtesse du Saillant, etc.

— Les obsèques de notre collaborateur Maurice Vauclair, chevalier de la Légion d'honneur, seront célébrées aujourd'hui jeudi, à midi précis, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly. L'inhumation aura lieu à Versailles.

Nous apprenons la mort :  
De M. Félix Poullan, député des Alpes-Maritimes, qui a succombé hier à Nice, âgé de soixante et un ans ;

De sous-lieutenant Albert Borel, fils du professeur Borel, de l'Institut Pasteur, mort glorieusement dans un combat aérien livré sur le front.

De Mme Paul Cère, veuve de l'ancien préfet, mère de Mme Cornier-Miramon et de notre confrère Emile Cère, ancien député, décédée à quatre-vingts ans.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière, Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Mesdames !

Si vous souffrez d'affections abdominales, ptose, rein mobile, ou d'obésité, il faut porter la nouvelle Ceinture-Maillot de D. Clavette, la seule qui procure un soulagement immédiat et radical ainsi qu'une aisance parfaite. Etabl. C. A. Clavette, 234, faub. St-Martin, Paris. Angle de la rue La Fayette. — Métro : Louis-Blanc. Applications tous les jours, de 9 h. à 7 h. par Dames spécialistes.

AVANT DE SORTIR

Enfants :

Pour aller à la pension ou en revenir ; avant de passer d'une pièce chauffée dans un endroit froid ou humide ; quand vous respirez un air souillé par des poussières ou des germes contagieux.

Adultes :

Dans la rue, dans les grands magasins, au théâtre, près des malades, dans toutes les circonstances où le froid, l'humidité, les courants d'air, les poussières, les microbes constituent un péril.

Vieilles :

Pour qui la moindre affection de poitrine peut avoir de graves conséquences ; avant de vous lever, au coucher, à tous les moments de la journée où il faut veiller à la sécurité et au bon fonctionnement des Voies respiratoires.

AVEZ TOUJOURS EN BROCHE UNE

PASTILLE VALDA

pour préserver, défendre, fortifier GORGE, BRONCHES, POUMONS

Mais ayez bien soin de N'EMPLOYER QUE LES

Pastilles VALDA

VERITABLES

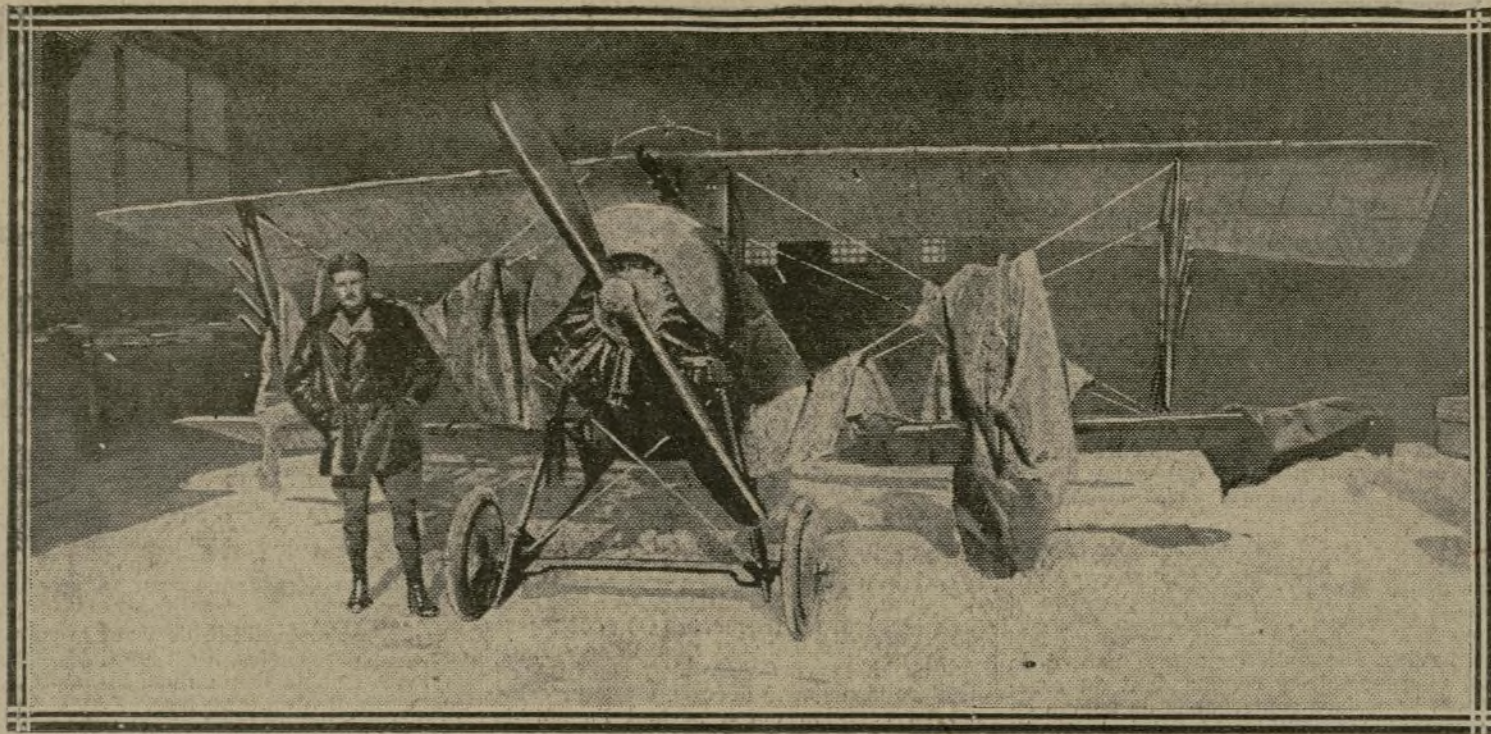
vendues seulement en BOITES de 1,75

portant le nom

VALDA

ACHAT ET VENTE DE TITRES

EXCELSIOR LES DÉPOUILLES DU VAINCU SUR L'AVION DU VAINQUEUR



CE CHASSEUR DE "DRACHEN" PORTE LES RESTES DU BALLON QU'IL DÉTRUIT

Le lieutenant italien Giovanni Ancillotto est un intrépide chasseur de l'air. Ces jours derniers, il apercevait un ballon d'observation qui, à l'approche de l'aviateur, se préparait à reprendre terre. Il fonce sur l'ennemi et — selon sa propre expression — le traversa comme une feuille de papier. Il garde ici les traces de son exploit, puisque l'étoffe du drachen est restée accrochée dans les haubans de l'aéroplane.

B L O C - N O T E S

La photographie d'Abdul Hamid, que reproduisait avant-hier *Excelsior*, en nous apprenant la mort du Sultan Rouge, m'a rappelé une amusante conversation que j'eus, peu d'années avant la chute de ce monarque, avec M. Edouard Lockroy à Constantinople.

M. Lockroy, qui ne connaissait pas Constantinople, y était venu finir ses vacances. Il était descendu au Summer Palace de Thérapia, qui est, sur le Bosphore, à 15 kilomètres de la ville, la résidence d'été du corps diplomatique.

M. Lockroy avait, bien entendu, tenu à assister à la cérémonie du Sélimlik, qui se déroule dans les jardins du palais impérial, chaque vendredi. En face de la jolie mosquée Hamidié, où le sultan vient faire sa prière, un petit bâtiment s'élève, sur la terrasse duquel sont réunis les étrangers invités à la cérémonie et devant qui défilent le Maître et son escorte, les fonctionnaires et les soldats, les dignitaires de tout ordre et les serviteurs : les coupes, splendidement attelés, au fond desquels sont blottis les sultanes voilées, qu'enveloppe la petite troupe des eunuques noirs.

Il est d'usage que la liste des personnes invitées au Sélimlik soit présentée au sultan. Celui-ci, y ayant vu figurer les noms de M. et Mme Constans et de M. et Mme Lockroy, demanda que nos quatre compatriotes lui vissent rendre visite à l'issue de la cérémonie.

Il les reçut debout, dans un petit salon meublé à l'euro-péenne, s'inclina respectueusement devant les dames, invita MM. Constans et Lockroy à s'asseoir autour de lui et s'étendit sur une chaise longue, à côté de la petite table où, suivant l'immuable rite, le café et les cigarettes étaient posés.

Abdul Hamid semblait de fort bonne humeur. Il parlait lentement, d'une voix sourde, en turc. Un drogman assistait à l'entretien et, d'un mouvement de la main sans cesse répété (les doigts rapidement portés au cœur, aux lèvres et au front), saluait les paroles du Maître à mesure qu'elles sortaient de sa bouche, et, après avoir salué, traduisait.

M. Lockroy, que je vis le lendemain, me fit un compte rendu très pittoresque, je m'en souviens, de cette audience, où le sultan aborda avec aisance et bonhomie les sujets les plus divers. On était alors en pleine insurrection de Macédoine. Abdul Hamid n'en paraissait point inquiet et émettait sur tout cela des idées générales où se reflétait un optimisme imperturbable. « Maintenant, dit-il, allons voir mes collections. »

La visite dura deux heures. Je demandai à M. Lockroy :

— Le sultan, qui feint, dit-on, de ne pas savoir du tout le français, ne le comprend-il pas un peu ? On m'affirme qu'il le comprend.

— Et moi, j'en suis sûr, dit M. Lockroy. A peine étions-nous assis hier, autour de lui, qu'il nous offrait des cigarettes à tous quatre. Mmes Constans et Lockroy firent un geste de refus. Le sultan dit : « Vous avez raison de ne pas fumer. Il faut qu'il y ait une différence entre les sexes. » Je hasardai : « Majesté, il

y en a d'autres... » Avant que le drogman eût commencé sa traduction, Abdul Hamid se mit à rire. Il avait parfaitement compris.

SONIA.

La flotte camouflée

Il n'est question dans la marine britannique que d'une mystification colossale, tenue longtemps secrète. Des navires truqués surent pendant sept mois donner le change à l'ennemi.

Canons de carton pâte, mâts d'osier, tourelles de bois présentant un ensemble formidable. Bien entendu, cette flotte était incapable de couler un simple canot, mais elle jetait de la poudre aux yeux. Jamais, depuis le cheval de Troie, on n'avait composé œuvre d'art mieux réussie.

L'ennemi tomba si bien dans le panneau qu'il y trouva la défaite de Dogger Bank. Les navires truqués se dirigèrent ostensiblement vers le nord. La flotte allemande, croyant la voie libre, s'avança en toute sécurité pour aller bombarder les côtes anglaises. Mais la flotte britannique veillait. Elle s'était dissimulée aux abords de Harwich, et lorsque les Allemands sans méfiance s'approchèrent ils furent reçus avec tous les honneurs qui leur étaient dus.

LA DEMOBILISATION RUSSE

Le décret de Trotsky ordonnant la démobilisation de l'armée russe a frappé de stupeur ceux qui, parmi nous, ne connaissent point l'âme slave.

Ils se demandent : — Comment peut-on démobiliser avant d'avoir signé la paix et même avec l'intention de ne pas la signer ?

Pour comprendre cette énigme, il suffirait de lire une brochure de Tolstoï intitulée : *La non-résistance au mal*.

Le célèbre utopiste y expose le plus sérieusement du monde que la meilleure méthode pour désarmer les méchants, c'est de les laisser faire. Quand ils verront qu'on ne répond pas à leurs coups, ils cesseront de frapper. Quand ils observeront qu'on leur abandonne ce qu'ils exigent, ils jugeront que ce qu'ils convoient n'avait sans doute pas grande valeur. Et, peut-être, par la douceur, les amènera-t-on à sentir leur injustice.

Rien de plus chimérique assurément que ces théories.

Elles furent lancées par Tolstoï, il y a quel- que trente ans. Elles ont fait du chemin... beaucoup de chemin.

Le monde intellectuel, qui les avait d'abord accueillies avec faveur, les a depuis réfutées et rejetées.

Mais elles sont parvenues aux masses populaires de la Russie. Elles les ont touchées. Elles les ont égarées. Trotsky ne fait qu'exprimer publiquement les sentiments d'une très grande partie du peuple russe.

Les pensées des grands hommes finissent presque toujours par diriger la foule. Mais ce sont leurs erreurs qu'elle adopte le plus volontiers et lorsqu'elles sont déjà reconnues par la partie intelligente de l'humanité. — PAUL GSELL.

Premiers occupants

Le premier titulaire du trente-cinquième fauteuil, dévolu au Maréchal, fut, en 1634, certain M. de Montmor, dont la *Grande Encyclopédie* elle-même a oublié le nom.

Six maréchaux ont été académiciens. Quels furent les occupants primitifs de leurs sièges ?

En dehors du grammairien Vaugelas, « oracle de la langue française » et cham- bellan de Gaston d'Orléans, il semble que ce soit entre ces immortels défunts, un match d'obscurité. Voici chronologiquement :

Jean Baudouin, traducteur et — surtout — lecteur de la reine Marguerite ; Faret, historien sans histoire, célébré par ses contemporains comme un imbattable buveur ; Antoine Godeau, évêque, petit poète et parent de Corneille ; J.-L. de Balzac, auteur de *Lettres d'actualité*, mais dont le nom, quand il devint célèbre, beaucoup plus tard, sous le vocable d'Honoré, ne devait plus trouver grâce devant l'Académie ; Arbaud de Percheron, ami de Malherbe.

Plus de trois cents ans ont passé sur ces gloires du jour. Combien des passagers actuels de la Coupole conserveront, dans trois siècles, plus de notoriété que les premiers de leurs prédécesseurs ?

La fin d'un impresario

Emile Rochard avait de mourir, à quatre- vingt-sept ans, dans sa villa du Cannet.

Directeur du Châtelet, il avait attaché son nom à des succès retentissants : *Michel Strogoff*, *les Deux Gosses*, *le Régiment*.

Après avoir fait la joie des enfants et celle aussi des parents par la magie des plus fastueux décors et par le rythme des plus harmonieux ballets, il tourna son âme vers les choses éternelles.

Il employa ses dernières années à mettre en vers les Évangiles.

Cuisine mahométane

M. Jean Finot, qui fut cité au procès de Bolo-pacha, comme fondateur des *Amitiés musulmanes*, raconte volontiers les péripéties d'un voyage qu'il fit en Kabylie.

Il a surtout retenu la recette du bouillon de chachal qui est le régal des montagnards du Djurdjura.

Le vatel kabyle qui lui confia ce beau secret culinaire le lui détailla comme il suit :

— Ti prends un chachal. Ti le fais bouillir deux heures dans une marmite pleine d'eau. — Mais le chachal sent mauvais, observa M. Jean Finot, il doit communiquer son odeur au bouillon.

— Attends, dit l'autre. Ti jettes l'eau. Ti la remplaces par de l'eau nouvelle et ti fais bouillir deux heures.

— Alors le bouillon est bon ?

— Attends donc ! Ti jettes encore l'eau. Ti la remplaces de nouveau. Et ti fais bouillir deux heures.

— Alors le bouillon est bon ?

Pour toute réponse le Kabyle envoya dans l'espace un baiser du bout des doigts.

LE PONT DES ARTS

M. François Jammes, le candide pèlerin d'Oqbezz, est venu passer quelques jours à Paris. Le bruit court, sous le manteau brodé de coquilles Saint-Jacques, qu'il pourrait peut-être un jour présenter sa candidature à l'Académie. Il y représenterait la bucolique et l'ingénuité.

Sous la présidence de M. S. Rocheblave, professeur à l'École des beaux-arts, s'est constitué le comité d'Union artistique franco-hollandaise. Le siège de l'Union est fixé provisoirement 15, rue Grange-Batelière.

LE VIEILLEUR.

THÉÂTRES

Concerts Padeloup (Cirque d'Hiver).

Aujourd'hui à 3 heures.

Capucines. — Aujourd'hui, à 2 h. 30, mat.

née de : *Comme une fleur* ! Revue.

Electric-Palace, 5, boulevard des Italiens, Spectacle de 2 h. à 11 h.

La Journée :

Opéra, 7 h. 30, *Monna Vanna*.

Comédie-Française, 1 h. 30, *Bérénice*, *Il ne faut jurer de rien* ; 8 h., *L'Abbé Constantin*.

Opéra-Comique, 1 h. 30, *Manon* ; 8 h., *Mme Butterfly*.

Odéon, 1 h. 45, *la Critique de l'Ecole des Femmes* ; 7 h. 45, *Pelléas et Mélisande*.

Gaité-Lyrique, 2 h., *le Domino noir* ; 8 h., *le prophète*.

Vaudeville, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Deburau* (Sach Guitry).

Porte-St-Martin, 2 h. 15 et 8 h. 15, *Grand-Père*.

Antoine, 2 h. 30 et 8 h. 10, *les Butors et la Fennette*.

Trionon-Lyrique, 2 h. 15, *la Mascotte* ; 8 h., *le Barbier de Séville*.

Châtelet, 2 h. et 8 h., *la Course au bonheur*.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*.

Variétés, 2 h. 30 et 8 h. 25, *Ohé ! Cupidon*.

Deuxième, Campton.

Th. Réjane, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la 15<sup>e</sup> Chaise*, avec Réjane.

Apollo, 2 h. 15 et 8 h. 30, *Affaire du Central Hotel*.

Palais-Royal, 2 h. 30 et 8 h. 30, *le Compartiment des dames seules*.

Gymnase, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Kiki*.

Athénée, 8 h. 30, *la Dame de chambre*.

Bouffes-Parisiens, relâche ; demain, 2 h. 30 et 8 h. 30, générale et première de *Mon Jeudi*.

Renaissance, 2 h. 30 et 8 h. 30, *les Dragées d'Hercule*.

Cluny, 2 h. 30 et 8 h. 30, *le Billet de logement*.

Nouvel-Ambigu, 8 h. 15, *le Train de 8 h. 47*.

Déjazet, 2 h. 30 et 8 h., *les Femmes à la caserne*.

Edouard-VII, 8 h. 45, *la Petite bonne d'Abraham*.

Femina, 8 h. 30, *Chut !* revue. Régina Baulé.

Capucines, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Comme une fleur*, revue ; *Carte de couchage*.

Th. Michel, relâche ; demain, 8 h. 30, générale de *Ecole des Cocottes*.

Grand-Guignol, 8 h. 30, *le Balser dans la nuit*.

Scala, 2 h. 15 et 8 h. 15, *la Gare régulatrice*.

Comédie-Marigny, 2 h. 30 et 8 h. 30, *l'Art de tromper les femmes*.

Th. des Arts, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Mon ami Teddy*.

Th. Moderne, T. 1, 3 h. 30, mat. Sam., dim., sok. à 8 h. 45, *Pst !* revue. Faut. 1, 2, 3 fr.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 8 h. 30, *la Revue féérique*.

Olympia (Centr. 44-68), 8 h. 30, spectacle de music-hall (20 numéros). *L'Affaire de l'Américain Bar* (sketch).

Casino de Paris, 8 h. 30, Gaby Deslys, Harry Plicker, Boucol, Rose Amy, Pretty Myrtil, Magnard dans la revue.

Ba-Ta-Gar, 2 h. 30 et 8 h. 30, *C'est ça !* revue. Nouveau-Cirque, 8 h. les soirs ; matinée jeudi, samedi et dimanche.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, *la Nouvelle Mission de Judo* (4<sup>e</sup> épisode) et *David Garick*. Location Maréchal 16-73.

Electric-Palace, 5, Bd des Italiens, *l'Attente de l'express* ; *Finée de sa femme*, com. (4<sup>e</sup> épisode de Judo).

COURS ET CONFÉRENCES

Université des Annales, 51, rue Saint-Georges.

— Demain vendredi, à 2 h. 12, *La plus Grande France* (conclusion), conférence par M. Ed. Herriot.

MUSIQUE

A l'Université des Annales. — Demain vendredi, à 4 h. 12, *Troisième séance de Musique de chambre*, Festival Chevillard-Pierre, avec les concours de M. Gabriel Pierné, M. Camille Chevillard, Mme Jean Bathori, M. Léon Pascal et le quatuor Chailley.

A VENDRE 120 feuilles de verre cathédrale 4 m/m. Urgent. Ecrite à M. Segond, 20, rue d'Enghien, Paris.

Bourse de Paris, 13 Février 1918

VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour	VALEURS	Cours précéd.	Cours du jour
PARQUET			100. Fonc. 1895	346 25	347 75
5 0/0 non libéré	87 65	87 65	— 1930	397	375
5 0/0 libéré	87 65	87 65	— 1935	401	401
4 1/2 amort.	71 50	71 50	3 1/2 libéré	401 12	401 12
4 1/2 libéré	89 50	89 50	3 1/2 non libéré	349 50	349 50
3 1/2 libéré	89 50	89 50	3 1/2 libéré	345 75	345 75
1899 libéré	328 50	329	Edouard VII	75	75
1899 non libéré	328 50	329	— 1930	75	75
1900 libéré	328 50	329	— 1935	942	935
1900 non libéré	328 50	329	— 1935	891	899
1901 libéré	328 50	329	— 1935	725	725
1901 non libéré	328 50	329	— 1935	112	112
1902 libéré	328 50	329	— 1935	438	443
1902 non libéré	328 50	329	— 1935	400	400
1903 libéré	328 50	329	— 1935	1785	1785
1903 non libéré	328 50	329	— 1935	1685	1685
1904 libéré	328 50	329	— 1935	195	195
1904 non libéré	328 50	329	— 1935	727	750
1905 libéré	328 50	329	— 1935	425	421
1905 non libéré	328 50	329			
1906 libéré	328 50	329	MARCHÉ EN BANQUE		
1906 non libéré	328 50	329	ACTIONS		
1907 libéré	328 50	329	Edouard VII	337	337
1907 non libéré	328 50	329	— 1930	338	365
1908 libéré	328 50	329	— 1935	368	365
1908 non libéré	328 50	329	— 1935	72	72
1909 libéré	328 50	329	— 1935	75	75
1909 non libéré	328 50	329			
1910 libéré	328 50	329	COURS DES CHANGES		
1910 non libéré	328 50	329	Londres	27 13	27 18
1911 libéré	328 50	329	— 1930	69	69
1911 non libéré	328 50	329	Hollande	248 1/2	252 1/2
1912 libéré	328 50	329	— 1935	65	67
1912 non libéré	328 50	329	— 1935	567 1/2	572 1/2
1913 libéré	328 50	329	— 1935	126 1/2	125 1/2
1913 non libéré	328 50	329	— 1935	187 1/2	185 1/2
1914 libéré	328 50	329	— 1935	161 1/2	165 1/2
1914 non libéré	328 50	329			